

«Marine est au courant de tout...»: un livre d'enquête accable la candidate FN

PAR FABRICE ARFI

ARTICLE PUBLIÉ LE MERCREDI 15 MARS 2017



L'ouvrage *Marine est au courant de tout...* (Flammarion) documente pour la première fois l'implication personnelle de Marine Le Pen dans les financements litigieux du FN, dont elle a confié les clefs à un réseau d'hommes d'affaires qui n'ont rien renié de leurs anciennes sympathies pronazies.

Elle est pour la souveraineté nationale et les frontières, mais se fait financer par l'étranger. Elle conspuie l'Europe, mais elle est soupçonnée d'avoir détourné l'argent de ses contribuables. Elle revendique le vieux slogan maison « *tête haute, mains propres* », mais son parti est cerné, probablement comme aucun autre en France, par la justice anticorruption.



Un livre d'enquête révèle pour la première fois, documents et témoignages inédits à l'appui, l'implication personnelle de Marine Le Pen dans les financements occultes du Front national (FN), dont

elle a confié toutes les clefs à un réseau d'hommes d'affaires qui n'ont rien renié de leurs anciennes sympathies pronazies.

Marine est au courant de tout... (Flammarion) sera en librairie ce 15 mars. Fruit de plusieurs années d'enquête sur l'argent noir du FN menée par Marine Turchi, journaliste à Mediapart, et Mathias Destal, de l'hebdomadaire *Marianne*, l'ouvrage est exactement ce que la candidate à l'élection présidentielle et ses soutiens veulent cacher : la preuve d'un grand mensonge. Mensonge sur la posture. Mensonge sur la probité. C'est l'histoire, en quelque sorte, d'une escroquerie, financière, bien sûr, mais aussi politique et intellectuelle.

Les faits sont plus bavards que bien des théories : toutes les campagnes électorales du FN menées sous la présidence de Marine Le Pen (législatives de 2012, municipales, européennes et sénatoriales de 2014, départementales de 2015) sont aujourd'hui dans le viseur des juges. Et sur les cinq enquêtes pénales qui mettent en cause le Front national, Marine Le Pen ou son premier cercle, quatre portent sur les malversations présumées d'hommes d'affaires proches de la présidente du FN, tous issus des rangs du Groupe Union Défense (GUD), mouvement étudiant d'extrême droite, ou de groupuscules profascistes voire néonazis.

Bourré de révélations et de documents jusqu'ici inconnus du public, l'ouvrage de Marine Turchi et Mathias Destal offre une plongée méthodique au cœur de l'extrême droite française, des comptes suisses et lingots d'or de Jean-Marie Le Pen au « *putsch*

financier » organisé par Marine Le Pen, sa fille, pour prendre le contrôle des finances du parti avec la complicité du groupe omnipotent des “gudards”.



Frédéric Chatillon, Dieudonné et le négationniste Robert Faurisson, au théâtre de la Main d'or en 2009. © Reflexes

Ils sont partout. « *Leur carburant, c'est l'argent, l'influence et l'action* », écrivent les auteurs au sujet de ces mercenaires de la vie, adeptes de la baston biberonnés à la dénonciation hystérique des lobbys américano-sionistes et reconvertis aujourd'hui dans les aventures de l'argent (*lire le chapitre “La GUD connection, l'équipe bis”*). À leur tête, on trouve un certain Frédéric Chatillon. Vieux copain de fac de Marine Le Pen du temps des fêtes étudiantes et des années d'insouciance, il est devenu au fil des ans un redoutable affairiste, aussi discret médiatiquement qu'il est désormais incontournable dans tous les coups fourrés du FN nouvelle génération – Chatillon est multi-mis en examen dans les affaires judiciaires du parti d'extrême droite.

Le portrait de Chatillon, qui a tenu un temps la caisse d'une librairie parisienne où se vendaient des ouvrages négationnistes, antisémites et pronazis, n'a, au fond, rien de rassurant. Les auteurs de *Marine est au courant de tout...* publient notamment en annexe de leur enquête une note circonstanciée du service central des Renseignements généraux adressée au ministère de l'intérieur en 1993 (*voir ci-dessous*). On y apprend qu'il arrive à Chatillon de se signaler en faisant le salut hitlérien, qu'il a été interpellé en 1990 à Paris pour avoir collé des affiches « Carpentras coup monté » (en référence à la profanation du cimetière juif de Carpentras par des militants d'extrême droite) ou encore qu'il a rencontré à plusieurs reprises dans les années 1990 Léon Degrelle, une figure du nazisme européen, écrivent les enquêteurs.

Le livre de Turchi et Destal raconte également comment, dans la bande des “gudards” de Marine Le Pen, on n'hésite pas à célébrer gaiement l'anniversaire de Hitler, surnommé affectueusement « *Tonton* », qu'on fait des blagues sur Facebook sur les six millions de juifs morts pendant la Shoah ou qu'on aime à se faire appeler « *les réprouvés* », en hommage au titre du premier livre d'Ernst von Salomon.

Interrogé par les auteurs, Roger Holeindre, l'un des cofondateurs du FN avec Jean-Marie Le Pen, s'étouffe – c'est dire : « *Je suis un homme de droite, on peut me classer à l'extrême droite, mais je n'ai jamais été hitlérien ! Ce qui est sûr, c'est qu'ils [les gudards] sont à notre droite. Elle [Marine Le Pen] a viré son père notamment pour avoir dit que Pétain n'était pas un traître, et elle garde la bande.* »

De fait, comme le notent les deux journalistes, « *malgré les enquêtes judiciaires qui s'accumulent, Marine Le Pen ne blâme pas les “gudards”, mais accorde des promotions à tout le groupe* ». Exemple avec Axel Loustau, le trésorier de Jeanne, le micro-parti de Marine Le Pen au centre d'une tempête judiciaire, qui a été promu numéro 3 sur la liste des régionales, a pris la tête de la fédération du FN dans les Hauts-de-Seine et est candidat FN aux législatives, en juin. Exemple encore avec l'expert-comptable Nicolas Crochet, un proche de ce réseau, qui a pris la main sur toutes les expertises comptables du FN pour les élections et joue, en plus, un rôle central pour les finances du parti au Parlement européen.

La « dédiabolisation » en miettes

Toutes les affaires judiciaires qui cernent aujourd'hui le Front national révèlent un visage de Marine Le Pen à mille lieues de l'image de « dédiabolisation », puis de banalisation et enfin de légitimation qu'elle vend aux médias et aux citoyens depuis quinze ans.

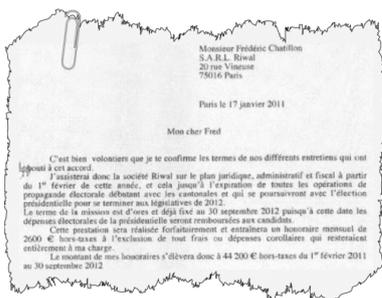
Par exemple, dans l'affaire du micro-parti Jeanne, le clan des amis de Le Pen est soupçonné d'avoir escroqué jusqu'aux membres mêmes du parti, en surfacturant des prestations électorales, en vendant des “kits de campagne” rendus « *obligatoires* » à des candidats frontistes, ou en réalisant des prêts fictifs antidatés au préjudice de l'État. Dans ce dossier, le

Front national a obtenu le rare privilège d'être mis en examen par les juges comme personne morale. Mais derrière les pratiques en cause se cachent une nouvelle fois Frédéric Chatillon et sa société Riwal, prestataire privilégié du FN sous Marine Le Pen, mais aussi du régime de Bachar al-Assad en Syrie.



Philippe Péninque (cheveux blancs) lors du défilé du 1er-Mai du FN, en 2013, avec Jean-Claude Nataf (avec le bonnet). © Marine Turchi / Mediapart

Et derrière Chatillon, révèle le livre, se cache le conseiller fiscaliste Philippe Péninque, tout à la fois « ange gardien » des “gudards”, éminence grise de Marine Le Pen et ami de Jérôme Cahuzac dont il avait ouvert le premier compte suisse... Rencontré par les auteurs à la faveur d'un entretien surréaliste et, à certains égards, menaçant, Philippe Péninque jure qu'il n'a rien à voir avec Jeanne et le business de Chatillon & Co. C'était compter sans l'une des nombreuses révélations de *Marine est au courant de tout...* : un courrier de janvier 2011, déniché par les auteurs, montre que Chatillon a été assisté dans les montages financiers qui ont présidé à la création de Jeanne par Péninque.



Courrier de Philippe Péninque à Frédéric Chatillon pour le montage financier du micro-parti de Marine Le Pen. © DR

Pour leur enquête, les journalistes ont également recueilli le témoignage, accablant pour Marine Le Pen, d'un personnage clé : son ex-conseiller international Aymeric Chauprade, qui confirme l'implication personnelle de la candidate à la présidentielle dans le système Jeanne. L'eurodéputé, qui a quitté le Front

national fin 2015, raconte ainsi un coup de fil furibard qu'il avait reçu de Marine Le Pen alors qu'il rechignait à souscrire aux méthodes des “gudards” : « *C'est quoi ton problème avec le kit de campagne ?* » lui aurait demandé la présidente du FN. « *C'était la première fois que je l'entendais se mêler de la gestion du budget d'un candidat, j'ai trouvé ça bizarre* », explique Chauprade.

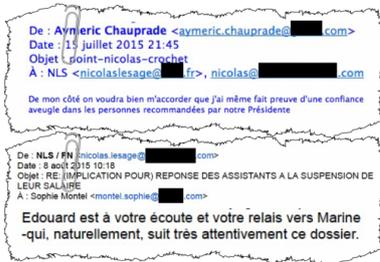
Selon les juges d'instruction qui ont finalement, dans ce dossier, décidé de renvoyer le FN devant le tribunal correctionnel avec une dizaine d'autres mis en cause, le micro-parti Jeanne n'aurait en réalité servi « *que d'écran interposé entre Riwal et les candidats, afin d'éviter qu'une personne morale n'apparaisse comme finançant une campagne électorale* ».

Dans cette affaire comme dans les autres, la ligne de défense de Marine Le Pen consiste à prendre la poudre d'escampette. En un mot, elle ne sait rien. C'est du moins sa version. Le livre de Marine Turchi et Mathias Destal démontre pourtant l'inverse. Une écoute judiciaire d'avril 2014, réalisée au lendemain de l'ouverture de l'enquête sur Jeanne, montre ainsi un Chatillon très inquiet : « *On a intérêt à serrer les fesses* », dit-il, en précisant au sujet de Marine Le Pen : « *Elle est au courant.* » « *Elle est au courant de tout depuis le début.* »

Une autre affaire, **abondamment traitée dans Mediapart**, apparaît elle aussi comme particulièrement dangereuse, à titre personnel, pour Marine Le Pen. Il s'agit de celle des emplois fictifs présumés d'assistants parlementaires au Parlement européen – la présidente du FN a d'ailleurs été convoquée en vue de sa mise en examen, mais ne s'est pas présentée chez les juges.

De nombreux mails obtenus par les auteurs du livre démontrent que la candidate à la présidentielle, là non plus, n'ignorait rien des manigances comptables qui, d'après les soupçons de la justice, auraient permis au Front national de détourner 6 millions d'euros d'argent public au Parlement européen (une estimation sur laquelle travaillent les enquêteurs). Comment ? Tout simplement en attribuant des emplois

de collaborateurs à des cadres ou militants du parti qui, pour certains, n'auraient jamais mis les pieds à Strasbourg ou travaillé pour leurs eurodéputés.



Extraits de mails démontrant l'implication personnelle de Marine Le Pen dans les "affaires" du FN © DR

Au centre de cette affaire, on découvre un homme de l'ombre qui tire beaucoup de ficelles dans le système Le Pen : l'expert-comptable Nicolas Crochet. Un autre membre éminent de la "GUD connection" et vieil ami de Marine Le Pen. Les auteurs de *Marine est au courant de tout...* révèlent l'existence d'intrigantes sociétés offshore à Hong Kong ou au Luxembourg, ouvertes par Crochet ou son frère.

Car contrairement à une idée reçue, l'étranger ne fait pas peur au Front national, à condition seulement qu'il y soit question de gros sous. C'est pourquoi *Marine est au courant de tout...* revient également avec un luxe d'anecdotes et de documents sur l'affaire des financements russes du parti d'extrême droite. Une situation qui pose aujourd'hui de lourdes questions sur la dépendance de Marine Le Pen, soupçonnée de s'être mise entre les mains d'une puissance étrangère (la Russie), dirigée par un autocrate (Vladimir Poutine).

Comme le soulignent les auteurs, « la présidente du Front national n'a pas [...] lésiné pour s'attirer les bonnes grâces de ses créanciers ». « Dès son élection à la tête du parti, rappellent-ils, elle a multiplié les déclarations pro-Poutine. En octobre 2011, dans un entretien au quotidien russe Kommersant, elle déclare que "la crise donne la possibilité de tourner le dos aux États-Unis et de se tourner vers la Russie". Et délivre un message clair : "J'admire Vladimir Poutine." »

Quelque temps plus tard, en 2014, le parti frontiste obtient miraculeusement un prêt de 9,46 millions d'euros de la First Czech Russian Bank (FCRB),

une petite banque, située en périphérie de Moscou, contrôlée par un homme d'affaires russe (Roman Popov) proche d'un oligarque (Guennadi Timtchenko) lui-même lié à Poutine. Un financement qui n'a jamais eu vocation à être connu du public, jusqu'à ce que **Mediapart** le révèle.

Parmi ses nombreuses révélations, *Marine est au courant de tout...* dévoile que le Parquet national financier (PNF) a ouvert une enquête sur la commission (entre 140000 et 450000 euros, selon les hypothèses) versée au député européen FN Jean-Luc Schaffhauser, chef d'orchestre du rapprochement avec la Russie de Poutine. Quelques mois seulement après l'octroi du financement russe, en novembre 2014, le même Schaffhauser s'était rendu dans le Donbass, en Ukraine, pour soutenir les positions russes – cela était connu. Ce qui ne l'était pas en revanche, c'est que le directeur de cabinet de Marine Le Pen en personne, Nicolas Lesage, était secrètement du voyage lui aussi, pour le plus grand plaisir de la diplomatie de Poutine. Un voyage organisé avec l'aide de Louis Aliot, le vice-président du FN et compagnon de Marine Le Pen. Une contrepartie politique au prêt ?



> *Marine est au courant de tout...*, de Mathias Destal et Marine Turchi, Flammarion, 410 p., 21 euros

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.